

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES**

**PARTICULIERES (CCTP)**

**MEAE\_24035\_ DSD**

**Fourniture et pose de cylindres de sûreté, serrures de sûreté et fourniture de  
quincailleries diverses**

Le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères est dénommé ci-après : le « MEAE » ou la « Personne publique »

L'entreprise titulaire du marché est désignée sous le terme : le « Titulaire »

Le présent cahier des clauses techniques particulières comprend 7 feuillets numérotés de 1 à 7.

## **Article 1- GENERALITES**

### **Article 1.1 Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la fourniture, la livraison et la pose de cylindres de sûreté et de serrures de sûreté, ainsi que la fourniture de quincailleries diverses.

### **Article 1.2- Objet du CCTP**

Le présent document a pour but de spécifier le besoin relatif à l'acquisition des matériels et la délivrance des prestations tels que décrits dans les paragraphes suivants.

Il a pour objet de fixer :

- Les exigences techniques et fonctionnelles des matériels fournis ;
- Les exigences de SAV, de documentation et prestations d'assistance ;
- Les exigences de qualité nécessaires à l'exécution des prestations demandées.

### **Article 1.3- Normes applicables**

Ce marché permet de répondre aux prescriptions de l'article 4 de l'instruction générale interministérielle n° 1300/SGDSN/PSE/PSD du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

Les matériels, destinés aux différents sites du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, sont conformes aux prescriptions du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.). Notamment, les ébauches de clefs seront sur un profil réservé au MEAE.

### **Article 1.4- Définition des lots**

Le marché se compose des lots suivants :

Lot 1	Cylindres de sûreté
Lot 2	Serrures de sûreté et quincailleries diverses

## **Article 2 – Exigences fonctionnelles et techniques**

### **Article 2.1 – LOT 1- Cylindre de sûreté**

Afin de permettre au Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE) de mettre en place son organigramme de clefs administré par son atelier de serrurerie, le Titulaire doit être en mesure de fournir au MEAE, et d'assurer la pose dans le cadre du marché des matériels répondant aux caractéristiques suivantes :

- Cylindres de haute sûreté comprenant une protection contre le perçage/fraisage et l'ouverture fine, par des goupilles renforcées, des inserts en titane, de multiples systèmes de verrouillage.

- Cylindres de toutes tailles permettant de s'adapter à des multiples utilisations : portes d'épaisseurs différentes, cadenas, verrou, contacteur électrique, barre antipanique, batteuse, serrure Multipoint etc .
- Cylindres adaptables sur des serrures existantes : Fichet, Muel, Picard, Keso, Deny etc

L'organigramme devra être calculé et administré par le MEAE.

La variure des clefs et cylindres est strictement réservée au MEAE.

Le matériel et les pièces détachées doivent être accessibles afin d'effectuer toutes les réparations ou changement de combinaison sur site.

Tout le matériel susceptible d'être utilisé devra figurer sur le BPU (cylindre, goupille, ressort, vis, clef etc.).

Le système de fermeture des chambres de goupilles se fera par vis permettant le changement rapide sur place des combinaisons.

Une machine spéciale et des ébauches non commercialisées sont mises à disposition du Titulaire à l'atelier serrurerie du Quai d'Orsay afin de travailler sur site (ce matériel ne sort pas des emprises MEAE).

Un support technique et une possibilité de faire appel à une prestation de service (goupillage, pose etc...) devront être proposés par le Titulaire dans son offre (article 2.2 du CCTP ci-dessous).

Pour permettre l'autonomie des confections de coupes de clefs, le Titulaire fournit au MEAE la machine nécessaire (à renseigner sur le BPU), ainsi que ses consommables comme les fraises et autres accessoires.

Les ébauches de clefs seront sur un profil réservé au MEAE sans date limite et devront être incluses au BPU.

Le BPU est laissé ouvert à la création de lignes supplémentaires afin de comprendre toutes les tailles ou types de goupilles et similaires, d'accessoires de montage ou démontages des cylindres, et autres produits.

### **Article 2.2 – Assistance aux goupillages :**

En cas de défaut ou défection des serruriers du MEAE, le Titulaire du LOT 1 – cylindre de sûreté – mettra à disposition un personnel pour effectuer les goupillages selon le plan d'organigramme que la Personne publique lui fournira.

Pour conserver les informations sensibles, les goupillages seront réalisés dans les locaux de serrureries du MEAE.

Le Titulaire n'est autorisé à divulguer aucune information sur le goupillage en dehors des enceintes du MEAE sous peine de résiliation du présent marché aux torts du Titulaire conformément à l'article 13 du C.C.A.P n°24035.

### **Article 2.3 – Module de formation :**

Une formation aux produits du lot 1 pour les agents de DSD est dispensée par le Titulaire, à la demande de la Personne publique, dans l'atelier de serrurerie du MEAE, avec le déplacement au MEAE d'un formateur du Titulaire. Le montant des défraiements qui sera versé au Titulaire par le MEAE pour cette formation inclura l'indemnité du formateur, ses frais de déplacement, de bouche et de stationnement.

Cette formation ne sera dispensée qu'à un petit nombre de personnels.

Le module de formation comprend :

- Le calcul de création de l'organigramme
- Le montage d'un cylindre selon un organigramme
- Le changement d'un numéro de clef pour un autre numéro, par le remplacement de pièces associées.
- La découpe ou/et les percements des ébauches selon un organigramme
- Le mode de gestion le plus pratique de son organigramme
- Tous conseils techniques utiles.

La Personne publique se servira des matériels fournis lors de la première commande comme outils et consommables de formation.

### **Article 2.4 – LOT 2 – Serrures de sûreté et quincailleries diverses**

#### **Article 2.4.1 – Quincailleries**

Le Titulaire fournit les pièces suivantes :

- poignées en couleur laiton
- poignées en couleur argent
- plaques de propreté en couleur laiton
- plaques de propreté en couleur argent
- boutons ovales en couleur laiton
- boutons ovales en couleur argent

#### **Article 2.4.2 – Serrures de sûreté**

Le Titulaire propose des serrures de sûreté de divers types.

Le Titulaire fournit une fiche avec descriptifs et côtes exactes de chaque produit.

Les produits se déclinent comme suit :

- Serrures encastrées
- Serrures en applique 1 point
- Serrures en applique 3 points
- Serrures carénées

Chaque produit peut recevoir un cylindre à profil européen.

S'agissant du bâtiment de l'Hôtel du Ministre, celui-ci étant un lieu soumis aux différentes réglementations du patrimoine historique, le MEAE souhaite qu'en cas d'intervention ou de projets d'adaptation des cylindres de l'Hôtel du Ministre, les blocs-serrures installés sur les portes classées conservent leur intégrité et ne subissent pas de dégradations ou de modifications substantielles.

### **Article 3 – Livraison et conditions d'exécution**

Le Titulaire doit assurer, à ses frais, l'installation des fournitures que la Personne publique lui commande dans le cadre du présent marché, au(x) lieu(x) indiqués par la Personne publique.

Chaque livraison est précédée, par envoi de mail, d'une prise de rendez-vous au moins 72 heures avant la date prévue de livraison. L'absence de prise de rendez-vous verra appliquer au Titulaire une pénalité prévue à l'article 11 du C.C.A.P n° 24035.

La Personne publique se donne le droit de refuser la livraison d'un ou plusieurs matériels reçus, visiblement abîmés ou détériorés et d'en obtenir le remplacement sans contrepartie dans un délai de 72 heures.

Le délai de 72 heures de cet article se compte hors week-end ou jours fériés.

Le délai d'exécution sur lequel le Titulaire s'engage dans son offre comprend la fourniture, la préparation de la commande, la livraison, l'installation et la mise en service des matériels.

Le Titulaire met en œuvre les moyens de manutention appropriés nécessaires pour l'acheminement des matériels sur le lieu précis d'installation.

Les déchets éventuels d'emballage doivent être évacués par le Titulaire lors de la livraison.

Toute livraison égarée du fait du Titulaire sera à sa charge et ne pourra pas être facturée à la Personne publique.

Les éventuels dégâts provoqués par le Titulaire lors de la livraison, l'installation et la mise en service des matériels fournis devront être réparés à ses frais.

### **Article 4- Documentation**

Le Titulaire fournit, avec le matériel composant les lots 1 et 2 du marché, sans supplément de prix, toute la documentation relative aux fournitures livrées. La documentation doit être rédigée en langue française.

La documentation prévue doit être remise au plus tard au moment de la livraison du matériel.

Le Titulaire s'engage à fournir, sans supplément de prix, les éventuels rectificatifs à cette documentation pendant la période de garantie.

#### **Article 5- Outils, accessoires et consommables**

Les matériels doivent être livrés avec l'ensemble des outils, accessoires et consommables nécessaires à leur mise en service et aux premières utilisations.

Le Titulaire doit lister dans son offre tous les outils, accessoires et consommables captifs pour les matériels désignés dans l'objet du marché avec leurs prix et leurs références.

L'offre du Titulaire précise la période pendant laquelle les consommables et pièces détachées seront disponibles sur le marché. Le Titulaire a l'obligation de proposer des équipements et des matériels qui ne sont pas en fin de gamme.

#### **Article 6 - Evolutions**

Le Titulaire s'engage à faire profiter la Personne publique des améliorations techniques et de ses évolutions de gammes de produits concernant les lots 1 et 2 pendant toute la durée du marché.

Les éventuelles nouvelles références présentent des performances au moins équivalentes, à un prix au plus égal à celui mentionné à l'annexe financière initiale.

#### **Article 7 - Garantie**

Voir article 10 du CCAP n° 24035.

L'offre du Titulaire précise le contenu de la garantie (en conformité avec l'article 10 du CCAP n° 24035).

Pour chaque matériel des lots 1 et 2 du marché, la durée de la garantie contractuelle est au minimum d'un (1) an à compter de la notification d'admission du matériel concerné.

L'étendue de la garantie contractuelle doit être indiquée par le Titulaire pour chaque matériel des lots 1 et 2 sur les fiches techniques des produits annexées au mémoire technique. Les éventuelles exclusions de garantie doivent être mentionnées clairement.

Pour les fournitures des lots 1 et 2, un « test de conformité » est effectué sur chaque site de la Personne publique à l'issue de la pose des matériels sur ce site, en présence du Titulaire. Ce « test de conformité » a pour but de vérifier les fonctionnalités et performances de l'ensemble des matériels fournis. En cas de dégradation des fonctionnalités et/ou des performances, le Titulaire effectuera les actions correctives nécessaires au rétablissement du niveau initial de fonctionnalités et/ou de performances afin de garantir le niveau de sûreté requis par la Personne Publique, tel que défini dans les annexes 29, 30 et 31 de l'Instruction Générale Interministérielle 1300 /SGDSN/PSE/PSD du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

Ce « test de conformité » est compris dans la garantie et ne pourra donner lieu à aucune facturation tant en main d'œuvre, qu'en déplacement, qu'en pièces détachées ou accessoires.

## **Article 8 -Service Après Vente (SAV)**

Les prestations de service après-vente du Titulaire s'exécutent durant toute la période de garantie légale et contractuelle des matériels composant les lots 1 et 2 du marché.

Le Titulaire s'engage à assurer, dans le cadre du marché, le service après-vente décrit dans son offre technique.

Les éléments qui y figurent sont notamment les suivants :

- Conditions d'assistance aux utilisateurs ;
- Horaires et jours d'ouverture du SAV
- Service d'assistance (coordonnées, horaires, etc.)
- Modalités d'intervention ;
- Délais d'intervention ;
- Délais moyens de réparation ;
- Moyens humains (nombre de personnels disponibles, localisation et qualification).

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à intervenir au maximum dans les 48h après demande d'intervention et à effectuer les réparations dans un délai maximum de 15 jours ouvrés.

L'offre du Titulaire précise les caractéristiques et les modalités de fonctionnement du SAV dont relève chacun des matériels composant les lots 1 et 2 du marché.

Selon le type d'opérations d'assistance à réaliser, le SAV s'opère, soit sur place sur le site de la Personne publique, soit à distance.

## **Article 9- Considérations environnementales**

Le Titulaire veille à réduire autant que possible l'utilisation d'emballages et la production de déchets dans le cadre de l'exécution des prestations.

La gestion des déchets créés lors de l'exécution des prestations est à la charge du Titulaire, de même que la prise en charge des anciens cylindres remplacés, après leur dépose.

Aucun stockage sur site n'est autorisé, le Titulaire a donc pour obligation d'évacuer immédiatement tous déchets. En cas de manquement du Titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

Lors de leur évacuation, les emballages et déchets seront orientés par le Titulaire vers des filières de recyclage ou de réemploi.

Le Titulaire orientera également les anciens cylindres qu'il aura déposés vers une filière de revalorisation ou de réemploi, ou à défaut de recyclage.

Le Titulaire est tenu de produire, à la demande de la Personne publique, tout justificatif de traçabilité du traitement des anciens cylindres, des emballages et des déchets issus de l'exécution des prestations, qui fasse apparaître une gestion conforme aux exigences du présent CCTP et aux exigences réglementaires (notamment en ce qui concerne les déchets dangereux).